

**Conseil économique  
et social**Distr.  
GÉNÉRALEE/1997/53  
20 mai 1997

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS ET  
ESPAGNOL

Session de fond de 1997  
Genève, 30 juin-25 juillet 1997  
Point 7 c) de l'ordre du jour provisoire\*

RAPPORTS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES  
SUBSIDIAIRES : QUESTIONS SOCIALES

Promotion de la femme

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international  
de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur  
les travaux de sa dix-septième session

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL . . . . .	1 - 3	3
II. RÉUNION DU COMITÉ DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE . . .	4 - 13	3
III. RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA DIRECTRICE PAR INTÉRIM . .	14 - 39	5
IV. INTERLOCUTEURS DE L'INSTITUT - TRAVAIL EN RÉSEAU . .	40 - 47	10
V. COOPÉRATION INTERORGANISATIONS - COMMISSIONS RÉGIONALES . . . . .	48 - 53	12
VI. AUTRES QUESTIONS LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT . . . . .	54 - 66	13
VII. SITUATION FINANCIÈRE DE L'INSTITUT . . . . .	67 - 86	16
VIII. CADRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999 ET AU-DELÀ . . . . .	87 - 95	20

---

\* E/1997/100.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
IX. QUESTIONS RELATIVES À LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION . . . . .	96 - 108	22
X. CONCLUSIONS . . . . .	109 - 135	24
A. Programme général d'action de l'Institut . . . . .	109 - 124	24
B. Questions opérationnelles et budgétaires . . . . .	125 - 135	25
XI. ORGANISATION DE LA SESSION . . . . .	136 - 151	27
A. Ouverture et durée de la session . . . . .	136 - 144	27
B. Participation . . . . .	145 - 146	29
C. Élection du bureau . . . . .	147 - 148	29
D. Ordre du jour . . . . .	149 - 150	30
E. Adoption du rapport du Conseil sur les travaux de sa dix-septième session . . . . .	151	30

Annexes

I. Déclaration de Mme Angela King, Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme et Représentante du Secrétaire général auprès du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme . . . . .	31
II. Déclaration du membre de droit du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme représentant le pays hôte (République dominicaine) . . . . .	38

## I. QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1. À sa dix-septième session, le Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW) a examiné l'exécution du programme d'activités approuvé par le Conseil d'administration à sa seizième session pour la période allant de janvier à décembre 1996, première année du programme de travail pour l'exercice biennal 1996-1997 (voir INSTRAW/BT/1996/R.2).
2. Il appelle l'attention du Conseil économique et social sur les débats qu'il a menés sur la situation financière de l'INSTRAW (partie VII) et sur le cadre de recherche et de formation pour l'exercice biennal 1998-1999 et au-delà (partie VIII), ainsi que sur les conclusions auxquelles il a abouti (partie X).
3. La période considérée présente trois aspects : le premier a trait à l'évolution de la situation économique et sociale à l'échelle mondiale; le deuxième découle des décisions, mandats et plans d'action des différentes conférences des Nations Unies ainsi que de diverses mesures à caractère institutionnel ayant trait au fonctionnement du système des Nations Unies; enfin, le troisième, qui englobe les questions concrètes, a trait à l'exécution du programme de travail de l'INSTRAW en 1996, y compris les questions administratives relatives au fonctionnement de l'Institut.

## II. RÉUNION DU COMITÉ DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

4. À sa 1re séance, le Conseil a examiné, au titre du point 4 de l'ordre du jour, présenté par Mme D. Gail Saunders, Présidente du Comité de planification stratégique, les résultats de la quatrième session du Comité qui s'est tenue au siège de l'Institut les 12 et 13 février 1997. Pour l'examen de ce point, le Conseil était saisi des documents INSTRAW/BT/1997/CRP.1 et INSTRAW/BT/1997/CRP.3.
5. La Présidente du Comité de planification stratégique a donné un aperçu de la composition et du rôle du Comité, ainsi que des questions d'organisation, et a fait des recommandations figurant dans le document INSTRAW/BT/1997/CRP.3.
6. La Présidente a souligné que le Comité n'approuvait pas la décision prise à propos de l'évaluation des travaux des membres du Comité et des membres du Conseil d'administration figurant au paragraphe 11 du document INSTRAW/BT/1997/CRP.1.
7. À sa quatrième session, le Comité de planification stratégique s'est penché sur le travail accompli par l'Institut, la situation administrative et financière ainsi que les besoins logistiques. Le Comité a constaté que les avis de vacance de postes P-2, P-3 et P-4 avaient été diffusés et a pris note avec préoccupation du rapport concernant la situation financière de l'Institut.
8. La Présidente a évoqué la recommandation du Comité de planification stratégique figurant dans le document INSTRAW/BT/1997/CRP.3, qui concerne l'élaboration d'une stratégie de collecte de fonds et la nomination d'un consultant de haut niveau à cet effet. L'Institut devrait nouer des contacts

/...

avec les instituts de recherche internationaux afin d'établir un mécanisme qui tire parti de leurs connaissances dans ce domaine. Le Comité a noté en examinant les rapports d'activité que certains programmes avaient été menés à bien tandis que d'autres avaient été retardés ou reportés pour plusieurs raisons; le Conseil devrait donner la priorité à ces programmes suivant leurs mérites et la disponibilité des ressources financières et humaines. Le Conseil devrait considérer qu'en raison des difficultés actuelles de l'Institut, il conviendrait de limiter les nouveaux programmes jusqu'à ce que les incertitudes de la situation actuelle soient levées. Enfin, le Comité de planification stratégique a demandé que les documents soient mis à la disposition des membres du Conseil au moins quatre semaines avant que celui-ci ne se réunisse.

9. Le rapport du Comité de planification stratégique établissait des directives régissant le fonctionnement courant du Comité, prenant en compte sa composition, les questions d'organisation et le rôle qu'il devait jouer. S'agissant de sa composition, il recommandait que le Comité comprenne cinq membres, conformément au principe de la répartition géographique équitable. Y siègeraient la Présidente et la Vice-Présidente du Conseil d'administration, deux membres originaires d'autres régions et l'ex-Présidente du Conseil d'administration si elle était encore membre du Conseil. La représentante des commissions régionales serait membre de droit.

10. Le Conseil a noté que le Comité, dans sa composition actuelle, ne comprenait pas de représentant d'Europe orientale.

11. La représentante des commissions régionales a insisté sur l'importance du Comité de planification stratégique qui constitue un mécanisme solide pour l'examen des questions de fond, ce qui facilite les travaux du Conseil d'administration. Elle a souligné que c'était à la quatrième séance que pour la première fois, on ne discutait pas de questions de procédure, mais plutôt de questions de fond relatives au fonctionnement de l'Institut. Elle a recommandé que le Comité fasse partie du Conseil.

12. Le Conseil a remercié le Comité de planification stratégique qui a apporté des éclaircissements sur certaines questions de fond et a demandé que quelques questions qui se chevauchaient soient discutées au titre des points pertinents de l'ordre du jour de la dix-septième session. Il a rendu hommage aux membres sortants du Comité de planification stratégique.

13. Le Conseil a ensuite élu par acclamation les personnes dont les noms suivent comme nouveaux membres du Comité de planification stratégique :

Présidente : Selma Acuner (Turquie)

Vice-Présidente : Esther Asthon (Bolivie)

Membres : Mona Chemali Khalaf (Liban)  
Els Postel-Coster (Pays-Bas)  
Noëlie Kangoye (Burkina Faso)  
Une représentante des commissions régionales

/...

### III. RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA DIRECTRICE PAR INTÉRIM

14. À la 2e séance, au titre du point 5 de l'ordre du jour, la Directrice par intérim de l'INSTRAW a présenté le rapport sur l'exécution du programme de travail de l'INSTRAW en 1996 et sur les questions ayant trait aux opérations et au fonctionnement de l'Institut (INSTRAW/BT/1997/R.2 et Corr.2). Les administrateurs responsables ont présenté les documents INSTRAW/BT/1997/R.2/Add.1 et Corr.1 et INSTRAW/BT/1997/R.2/Add.2 à 6. La Directrice par intérim a présenté aussi le document INSTRAW/BT/1997/R.2/Add.7/Rev.1 sur les autres activités menées dans le cadre du programme de recherche et de formation.

15. La Directrice par intérim a expliqué que le rapport avait été établi en suivant une structure différente qui permettait de couvrir plus complètement les programmes de l'Institut. Cette initiative avait été prise en réponse à plusieurs demandes faites par des États Membres lors de séances de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et réitérées par les donateurs, ainsi que dans les recommandations du Conseil d'administration, qui avaient souligné la nécessité d'améliorer la qualité des documents et la présentation sur le fond. Cette présentation des rapports, bien qu'effectuée à titre expérimental, permettrait aussi à l'Institut de remédier à la perception actuelle de chevauchement et de double emploi de ses activités avec celles d'organes et d'organismes des Nations Unies.

16. La première partie du rapport contenait des constatations, des réflexions et des analyses portant sur les questions d'orientation, les questions d'ordre institutionnel et l'exécution des programmes. La deuxième partie avait trait au programme de travail.

17. La Directrice par intérim a fait observer que le rapport contenait une analyse succincte des changements intervenus au niveau mondial qui avaient une incidence sur la situation des femmes. Le rapport examinait aussi certains faits nouveaux survenus récemment dans le cadre du système des Nations Unies en ce qui concernait les questions relatives aux femmes, la parité entre les sexes et l'élimination de la pauvreté, et abordait les questions liées à la Conférence des Nations Unies de 1997 pour les annonces de contributions aux activités de développement.

18. La Directrice par intérim a décrit certains changements intervenus en matière de gestion au Siège de l'Organisation, tels que le gel du recrutement et les restrictions en matière de recrutement qui avaient un impact indirect sur la date à laquelle les annonces de vacance de postes de l'INSTRAW devaient être faites. Le Secrétariat a mis aussi en oeuvre de nouveaux programmes informatiques aux fins de l'évaluation (système de notation) et de la comptabilité [système intégré de gestion (SIG)] auxquels le siège de l'INSTRAW n'avait pas accès. Les processus de notation et de comptabilité étaient toutefois effectués en recourant à ces nouveaux systèmes sous la supervision du Chef du Service administratif du Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'ONU.

19. En ce qui concernait la recommandation du Conseil d'administration tendant à ce que l'Institut fasse rapport à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale au titre des points de l'ordre du jour ayant trait aux activités de

/...

recherche et de formation de l'Institut, la Direction de l'Institut avait adressé des directives en ce sens au secrétariat du Conseil économique et social et au secrétariat de l'Assemblée générale, mais elle n'avait toujours pas reçu de réponse. En outre, la Directrice par intérim a fait observer que l'Institut avait amélioré sa coopération interorganisations au niveau du système des Nations Unies, ce qui entraînait l'élaboration de différents rapports et documents et constituait une charge de travail supplémentaire pour le personnel de l'Institut. La Directrice par intérim a décrit aussi les différentes mesures prises en 1996 en vue de moderniser l'Institut : son système de communication avait été amélioré grâce au raccordement à Internet, avec deux adresses électroniques (une au siège et une autre au bureau de liaison), en établissant une page d'accueil, en modernisant le système téléphonique et de télécopie et en augmentant la diffusion des rapports et de la correspondance de l'INSTRAW dans ses trois langues officielles (la Directrice par intérim a aussi fait observer qu'au cours de missions, elle avait diffusé elle-même 4 900 documents de l'INSTRAW et des matériaux d'information). Les locaux de l'Institut avaient été rendus étanches et avaient été remis en état.

20. À l'issue de sa présentation, la Directrice exécutive a demandé à chaque administratrice de programmes de présenter les additifs récapitulant leur programme de travail.

21. Pendant le débat sur l'appui administratif et l'appui d'ordre général au programme, le Conseil d'administration a posé la question du mandat et de la définition d'emploi du poste de Directrice (D-2), et a rappelé qu'en vertu du paragraphe 1 de l'article IV du statut de l'INSTRAW le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, après avoir consulté le Conseil d'administration, nommait le Directeur de l'Institut. Le Conseil d'administration a fait observer que, jusqu'à présent, il n'avait pas été consulté, pas plus pour la nomination de la Directrice que de la Directrice par intérim. Le Conseil d'administration a en outre demandé à quel stade il serait consulté et quelles étaient les procédures à suivre pour la nomination en question. La fonctionnaire d'administration par intérim a répondu que, dans sa version préliminaire, la définition d'emploi avait été établie à l'Institut même, puis communiquée au service administratif de l'INSTRAW, rattaché au Département de la coordination des politiques et du développement durable, à New York, son libellé définitif étant laissé aux soins du Bureau de la gestion des ressources humaines. La fonctionnaire d'administration par intérim a ajouté que le service administratif de l'Institut s'occupait principalement du recrutement des agents des services généraux et que le Bureau de la gestion des ressources humaines était chargé de préparer la nomination des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et que donc tout complément d'information sur la question devait être demandé à la représentante du Secrétaire général, étant donné sa longue expérience de l'administration et de la gestion.

22. La représentante des commissions régionales a expliqué que l'Organisation des Nations Unies avait des règles bien précises pour l'établissement des définitions d'emploi. Celle du Directeur ne pouvait être préparée par l'Institut, car il n'y avait pas, dans l'organigramme de celui-ci, de poste d'un niveau supérieur à D-2 dont le titulaire pût préparer cette définition d'emploi. En outre, elle a expliqué que ces postes faisaient l'objet d'un examen mené au

Secrétariat par un comité de haut niveau, et non pas par les organes habituellement chargés des nominations et des promotions.

23. Le Conseil d'administration a rappelé la teneur de l'article IV du statut et souligné qu'il souhaitait être consulté sur le mandat du Directeur et participer au processus de nomination, le Directeur devant avoir une formation universitaire particulière et avoir une expérience de la gestion, des communications et de l'analyse des politiques.

24. La fonctionnaire d'administration par intérim a rappelé que le budget-programme de l'exercice 1996-1997 avait été élaboré et approuvé sur la base de l'encaisse de l'Institut au 31 décembre 1995, à quoi il fallait ajouter le niveau attendu des contributions durant cette période. Comme les fonds reçus par l'Institut avaient été en diminution en 1996 (tendance qui persistait depuis trois ans déjà), il était nécessaire de revoir en baisse le niveau initial des crédits demandés en 1997. Le niveau actuel des ressources de l'Institut suffisait pour mener à bien le programme d'activités approuvé pour l'exercice 1996-1997. Pourtant, le budget-programme proposé pour l'exercice 1998-1999 devrait être établi en fonction des ressources dont disposerait l'Institut au 1er janvier 1998. La fonctionnaire d'administration par intérim a donc engagé le Conseil à étudier sérieusement les moyens de collecter des fonds pour permettre à l'Institut de fonctionner durant le prochain exercice biennal.

25. Évoquant le sous-programme sur les femmes, les médias et les communications, le Conseil a demandé des éclaircissements sur les critères utilisés pour choisir la consultante recrutée pour mener à bien l'enquête entreprise en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce complément d'information était également nécessaire car il était possible d'organiser une interaction entre l'Institut et son interlocuteur au Costa Rica. Le Conseil d'administration a également demandé à être informé de la diffusion du questionnaire et du taux de réponse; la représentante des commissions régionales a expliqué qu'en général, la CEPALC ne recevait que 20 % de réponses aux questionnaires qu'elle envoyait pour ses enquêtes.

26. L'administratrice de programme a répondu que la consultante costa-ricienne était une spécialiste des communications qui avait préparé les aspects techniques de la réunion du groupe de l'INSTRAW sur les médias et communications pour la promotion de la femme, au Forum des ONG tenu à Beijing en 1995. Elle a expliqué en outre que l'INSTRAW n'avait pas d'interlocuteur au Costa Rica, que le taux de réponse aux questionnaires, en République dominicaine, était assez élevé, mais que dans d'autres pays, il était bien faible étant donné que le questionnaire avait été envoyé à 700 organisations. L'administratrice a demandé au Conseil d'administration d'envisager de réaffecter des fonds, dans la limite du programme, afin d'organiser un atelier national pour mettre à l'essai le manuel sur les femmes, les médias et les communications, à la Barbade, dans le cadre du produit 3 de l'élément 3 du programme.

27. Examinant le sous-programme sur l'émancipation économique et politique des femmes, le Conseil d'administration a demandé des éclaircissements sur la méthode utilisée pour mesurer la participation des femmes à la vie politique et les indicateurs appliqués à cet effet. L'administratrice de programme a apporté des éclaircissements sur la question des indicateurs et de la méthodologie

/...

utilisée dans les trois pays choisis et a expliqué que durant la prochaine phase, les études réalisées seraient utilisées comme matériel didactique, qui serait préparé en coopération avec le Centre de formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Turin (Italie).

28. Examinant le sous-programme sur les femmes, l'environnement et le développement durable, le Conseil d'administration a demandé des informations sur les activités qui feront suite à l'achèvement des produits envisagés pour 1996. L'administratrice de programme a répondu qu'à ce stade elle ne pouvait fournir d'indications précises. Elle a demandé un redéploiement des fonds, afin de continuer la coopération interinstitutions et organiser des séminaires de formation au niveau national, pour donner suite aux résultats obtenus dans l'application du programme de 1996. On continuerait à diffuser le module de formation sur les femmes, la gestion environnementale et le développement durable en 1997.

29. La Directrice par intérim a expliqué que le manuel de formation serait présenté à la réunion d'information qui se tiendrait le 4 mars 1997 à l'intention des délégations qui devaient assister à la session suivante de la Commission de la condition de la femme ainsi qu'à la cinquième session de la Commission du développement durable et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation de la mise en oeuvre d'Action 21.

30. Le Conseil d'administration a recommandé que l'on traduise les documents du module de formation en français, car les pays francophones en avaient grand besoin et a rappelé que l'Institut avait besoin de traductions. Il a déclaré que la Frederick E. Stiftung était très désireuse de diffuser des informations sur la question et que l'on pouvait se mettre en rapport avec elle pour la traduction et contacter la Ligue arabe pour lui demander de contribuer financièrement à la traduction des documents en arabe. L'administratrice de programme a précisé que la traduction des documents dans toutes les langues était indispensable mais coûteuse dans la mesure où elle devait être confiée à des traducteurs spécialisés.

31. La Directrice par intérim a formulé des observations sur ceux des documents qui avaient été présentés lors de l'atelier sur le rôle des femmes dans le développement durable, tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) en novembre 1996. Le Programme pour le développement de l'Afrique de la Banque africaine de développement (BAfD) et la Division de l'énergie de la Commission économique pour l'Afrique avaient proposé de chercher des partenaires susceptibles de cofinancer les traductions. On pouvait aussi solliciter les services de la Fondation européenne de formation en ce qui concernait les traductions. La représentante sud-africaine à l'atelier s'était déclarée satisfaite du module de formation relatif aux femmes et aux sources nouvelles et renouvelables d'énergie, qui lui avait été d'une grande utilité dans ses travaux.

32. Le Conseil d'administration a demandé la liste des pays participants et s'est informé des critères retenus pour choisir les participants au séminaire de formation sous-régional sur les femmes, la gestion de l'environnement et le développement durable, tenu au Centre de l'OIT à Turin du 23 au 27 septembre 1996. L'administratrice de programme a expliqué que les



participants avaient été choisis sur la base de la recommandation faite par le Conseil d'administration d'organiser un séminaire à l'intention des pays d'Europe orientale et d'Europe centrale et a précisé que les participants correspondaient à la définition des groupes cibles retenue par le séminaire de formation. Le Centre de l'OIT à Turin s'était occupé de la première phase de sélection des participants et l'Institut de la seconde.

33. S'agissant du sous-programme concernant les statistiques et les indicateurs sexospécifiques, le Conseil d'administration a instamment demandé à l'Institut de procéder, comme prévu initialement, à un test pilote de ses documents de formation sur l'utilisation des statistiques et indicateurs sexospécifiques aux fins de la formulation de politiques dans les pays d'Europe orientale et s'est félicité de ce que l'Institut ait la possibilité de le faire en collaboration avec la Commission économique pour l'Europe (CEE), en particulier à l'occasion du séminaire de formation que celle-ci organisait en mai 1997 dans la région. À cette fin, la représentante des commissions régionales a proposé de servir d'intermédiaire entre l'Institut et la CEE. Le Conseil d'administration a également souligné la nécessité d'organiser une activité analogue en Asie occidentale, en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. Il a félicité l'Institut d'avoir achevé sa publication Valuation of Household Production and Satellite Accounts.

34. En ce qui concernait l'information, la communication et la documentation, le Conseil d'administration s'est déclaré préoccupé par le retard intervenu dans la publication d'INSTRAW Nouvelles. Il a estimé que le manque de fonds et de personnel ne suffisaient pas à expliquer qu'aucun numéro n'ait paru en 1996 – ce qui était mauvais pour l'image de l'Institut – et a rappelé qu'INSTRAW Nouvelles était l'une des priorités de celui-ci. Le Conseil d'administration a déclaré que la parution d'un numéro double (le numéro 24/25) ne suffisait pas à compenser les numéros manquants et a évoqué l'absence de communication entre l'Institut et ses interlocuteurs.

35. La Directrice par intérim a expliqué que le numéro double d'INSTRAW Nouvelles comptait plus de 70 pages contre 40 pour un numéro ordinaire. Si sa rédaction avait pris du retard, c'était en partie parce que, soucieuse de donner suite à la ferme recommandation du Conseil d'administration, l'équipe de rédaction déjà surchargée s'était employée à revoir de fond en comble le contenu, la présentation et le style du bulletin, ce qui avait entraîné un surcroît de travail.

36. Le Conseil d'administration s'est enquis du matériel informatique dont disposait l'Institut, soulignant que ce dernier avait besoin d'un matériel hautement performant pour accéder aux bases de données et autres documents électroniques, en particulier en raison de la distance qui séparait son siège des principales ressources bibliographiques. Il a également demandé où en était l'élaboration du CD-ROM envisagé, compte tenu du montant des ressources financières déjà investies dans le projet.

37. La Directrice par intérim a expliqué qu'il avait été question de produire un CD-ROM dans le cadre d'un projet qui devait être proposé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, mais auquel certaines difficultés avaient empêché que l'on donne suite. Dans le souci d'optimiser la qualité, il fallait

en outre examiner avec soin d'autres options et des ressources devraient être allouées en conséquence.

38. S'agissant d'autres activités de recherche et de formation, un membre du Conseil d'administration a exprimé le souhait de son gouvernement de voir l'Institut coopérer très étroitement avec le Rapporteur spécial pour l'élimination de la violence contre les femmes.

39. Le Conseil d'administration a demandé des éclaircissements au sujet du document contenant les directives applicables au recrutement de spécialistes, auquel la Directrice par intérim s'était référée dans sa présentation. Il a rappelé qu'il avait évoqué la nécessité de disposer d'un document sur les aspects techniques du recrutement des consultants; or, le document en question était essentiellement consacré aux procédures de passation des contrats et n'était donc peut-être pas très utile, puisque le système des Nations Unies disposait en la matière de directives précises et bien définies. La Présidente du Conseil d'administration a suggéré d'examiner la question lors d'une séance officielle. Le Conseil s'est rangé à cet avis et a décidé que la décision définitive serait prise au titre du point 8 de l'ordre du jour.

#### IV. INTERLOCUTEURS DE L'INSTITUT - TRAVAIL EN RÉSEAU

40. À sa 3e séance, au titre du point 6 de l'ordre du jour relatif aux interlocuteurs de l'Institut et au travail en réseau, le Conseil était saisi des documents INSTRAW/BT/1997/R.3 et Add.1. En présentant ce point de l'ordre du jour, la Directrice par intérim a déclaré qu'à la lumière des observations formulées par les interlocuteurs, lors du déjeuner de travail organisé par l'Institut en septembre 1995 lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et conformément à plusieurs recommandations faites par le Conseil à sa seizième session, le fonctionnaire responsable avait établi un opuscule faisant une synthèse des informations disponibles sur les interlocuteurs, telles que les principaux domaines de préoccupation, les objectifs, les avantages et les mesures prises pour leur mise en place.

41. En décrivant l'étendue et la qualité des réseaux reliant l'INSTRAW à ses interlocuteurs, la Directrice par intérim a mentionné plusieurs questions ayant trait au fonctionnement efficace de ce mécanisme : la redéfinition des objectifs et les avantages d'avoir des interlocuteurs et la contribution qu'ils apportaient à l'Institut; la portée des échanges avec l'INSTRAW; la procédure de nomination; les méthodes d'évaluation des résultats et le nombre d'interlocuteurs dans chaque pays. La Directrice par intérim a fait observer que ces objectifs devraient être mis à jour périodiquement en fonction des caractéristiques propres aux différents groupes d'interlocuteurs. La Directrice par intérim a mentionné qu'un délai était nécessaire pour étudier et analyser soigneusement la documentation présentée par les candidats, leurs résultats ou expériences au niveau institutionnel en matière de recherche et de formation selon les domaines thématiques du programme de travail de l'INSTRAW. Elle a demandé au Conseil de fournir des directives sur cette question. Le Conseil a fait siennes les observations qu'elle avait formulées.

42. La Directrice par intérim a déclaré qu'il existait différentes catégories d'interlocuteurs. Certains avaient besoin d'une assistance financière pour

/...

mener des activités ayant trait aux programmes de recherche et de formation de l'INSTRAW. Elle a suggéré d'envisager d'accroître légèrement les capitaux de lancement, qui sont modiques, pendant le prochain exercice biennal.

43. La Directrice par intérim a appelé l'attention du Conseil sur la demande de l'interlocuteur brésilien et a souligné l'effet multiplicateur de l'intégration des concepts sexospécifiques aux activités principales du processus de planification du développement, comme décrit dans la publication de l'INSTRAW Gender Concepts in Development Planning – Basic Approach (Concepts sexospécifiques pour la planification du développement – approche de base). L'interlocuteur brésilien a utilisé cette publication comme document de référence et l'avait fait traduire en portugais à ses frais. La Directrice par intérim a demandé au Conseil de reconnaître qu'il est important de donner suite à la demande de cet interlocuteur en vue de renforcer encore l'intégration des concepts sexospécifiques aux activités principales.

44. La Directrice par intérim a appelé aussi l'attention du Conseil sur les candidatures de trois nouveaux interlocuteurs, de l'Argentine, de l'Azerbaïdjan et de la Fédération de Russie. Elle a demandé au Conseil de prêter particulièrement attention à l'utilité de nommer un deuxième interlocuteur en Argentine. La Directrice par intérim a réitéré qu'il était nécessaire d'établir des directives pratiques pour les interlocuteurs et le travail en réseaux. Le Conseil a décidé qu'il se prononcerait sur ces candidatures à sa prochaine session.

45. La représentante des commissions régionales a fait observer que l'INSTRAW avait établi des critères fort clairs. Il existait trois types très bien définis d'interlocuteurs potentiels de l'INSTRAW : les mécanismes nationaux, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les organisations de femmes à la base. Les attentes de chaque catégorie à l'égard de ces relations avec l'INSTRAW étaient différentes et si l'Institut pouvait tirer différents avantages de ses relations avec chaque catégorie, il n'avait jamais découlé de ce type de relations réciproques que l'INSTRAW apporterait un appui financier.

46. Le Conseil a demandé des éclaircissements sur les procédures d'affectation de fonds aux interlocuteurs et sur le type d'appui technique ou financier qui leur est fourni. Le Conseil a soulevé aussi la question du manque de communication entre l'INSTRAW et ses interlocuteurs. Il a aussi remis en question la pratique consistant à ce que les interlocuteurs représentent l'INSTRAW lors de réunions et conférences et a fait observer que cela n'avait pas été propice au travail en réseaux. Le Conseil a demandé une évaluation des coûts et avantages de cette méthode de travail en réseaux et a laissé entendre que la mobilisation de fonds devrait être examinée en vue de vérifier si les fonds devraient être utilisés pour stimuler les interlocuteurs inactifs ou pour en établir de nouveaux.

47. La Directrice par intérim a expliqué que l'expérience avait montré que les interlocuteurs exigeaient un appui sous forme de documents, d'activités communes et de ressources financières, ce qui entraînait des dépenses pour l'INSTRAW. L'Institut devrait donner des indications très précises et très claires sur l'objectif de l'allocation de fonds ainsi que sur l'effet multiplicateur attendu. S'agissant du manque de communication, la Directrice par intérim a

/...

répondu en fournissant une liste de la correspondance et des matériaux qui avaient été envoyés aux interlocuteurs en question et elle a suggéré qu'à l'avenir, l'Institut demande aux interlocuteurs de faire connaître leur réaction en retour. En ce qui concerne la représentation par les interlocuteurs, ces activités n'entraînaient aucune dépense pour l'INSTRAW. Les interlocuteurs n'assistaient qu'à des réunions importantes où, faute de moyens financiers suffisants, l'INSTRAW ne pouvait être présent.

#### V. COOPÉRATION INTERORGANISATIONS – COMMISSIONS RÉGIONALES

48. À sa 3e séance, le Conseil d'administration a examiné le point 7 de l'ordre du jour relatif à la coopération interorganisations et aux commissions régionales. Il était saisi du document INSTRAW/BT/1997/R.4. La Directrice par intérim a présenté le rapport et souligné que le manque de personnel empêchait l'Institut d'assurer comme il convenait le suivi d'activités qui nécessitaient un effort de collaboration et de coopération avec d'autres organes et organismes, notamment avec les commissions régionales. La Directrice par intérim a expliqué que l'INSTRAW attachait une grande importance à la collaboration avec les commissions régionales, celles-ci saisissant mieux l'importance des priorités thématiques régionales dont pourraient tenir compte les programmes de recherche et de formation de l'Institut. L'INSTRAW avait également invité des commissions régionales à collaborer au prochain numéro d'INSTRAW News, qui serait consacré à l'analyse du rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles, à leur participation à ces activités et à leur parité avec les hommes dans ce domaine, ainsi qu'à la prise en compte systématique de la notion d'équité entre les sexes pour la planification du développement durable.

49. Le représentant des commissions régionales a observé que les commissions attachaient toutes une priorité élevée à la prise en compte du concept d'équité entre les sexes dans le cadre de leurs activités et que des travaux de recherche et d'analyse étaient en cours aux fins de la mise en oeuvre de programmes touchant à ces questions. Le représentant des commissions régionales a rappelé que la CEPALC organisait, en collaboration avec l'Agence de coopération technique allemande (GTZ), des ateliers de formation aux problèmes relatifs à la sexospécificité, qui visaient à intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes à toutes les activités de l'assistance technique et étaient axés sur des thèmes moins nombreux mais traités de manière plus approfondie. La CEPALC avait donc à l'étude les principaux thèmes suivants : développement durable, pauvreté et démarginalisation des femmes. La Commission économique pour l'Europe (CEE) s'occupait actuellement, dans la région qui relevait de sa compétence ainsi que dans les sous-régions d'Europe centrale et orientale, d'un certain nombre d'activités liées aux préoccupations et aux besoins des femmes. Le représentant des commissions régionales a notamment fait mention d'un atelier ayant pour objet d'établir des liens entre les organisations non gouvernementales et les organismes nationaux qui traitaient des problèmes spécifiques aux femmes.

50. Le représentant résident et coordonnateur du Programme des Nations Unies pour le développement en République dominicaine a fait part au Conseil d'administration de la collaboration fructueuse qui s'était instaurée, durant la période considérée, entre l'INSTRAW et le PNUD. Il a mentionné à cet égard le

/...

Comité interorganisations pour les questions relatives aux femmes, qui était composé de tous les organismes des Nations Unies présents en République dominicaine et pour lequel l'INSTRAW faisait office de coordonnateur principal. Il a aussi fait mention des efforts qu'avaient déployés conjointement le PNUD et l'INSTRAW pour mettre en place et coordonner les activités visant à promouvoir l'exposition interactive sur le cinquantième anniversaire, qui se tenait actuellement à Puerto Plata, et il a invité les membres du Conseil à se rendre sur les lieux de cette manifestation.

51. Évoquant les moyens de communication destinés à faciliter la collaboration interorganisations et à renforcer les interactions avec les commissions régionales, le Conseil a de nouveau souligné la nécessité de moderniser les équipements informatiques de l'Institut. Il a indiqué que les besoins en matière de formation étaient énormes et proposé que l'INSTRAW envisage de dispenser aux membres de son personnel une formation de formateurs spécialisés dans les problèmes spécifiques aux femmes et que l'on mobilise des fonds à cette fin.

52. La Directrice par intérim a également évoqué la possibilité de recruter des experts qui seraient chargés de donner des cours au personnel de l'INSTRAW. Toutefois, la situation financière était telle qu'aucune de ces options n'était envisageable. Le représentant du Secrétaire général a fait part au Conseil d'administration de la tenue, durant la première semaine de mars 1997, d'une réunion organisée par le PNUD à l'intention du personnel de l'ONU.

53. La spécialiste des questions sociales à New York a souligné qu'il existait plusieurs types de formation et indiqué que l'option "formation de formateurs" pourrait être examinée plus avant avec le Centre de formation international du BIT à Turin, qui faisait office de centre de formation des Nations Unies. Elle a également fait mention des différents types de formation qui étaient offerts au Siège de l'ONU : formation à l'utilisation du Système d'évaluation professionnelle, à l'utilisation du Système intégré de gestion (SIG) et à l'utilisation de nouveaux logiciels informatiques. Jusqu'ici, seuls les fonctionnaires du bureau de liaison de l'INSTRAW à New York avaient bénéficié de ce type de formation qui n'était dispensé qu'au Siège.

#### VI. AUTRES QUESTIONS LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT

54. À la 3e séance, la Directrice par intérim a présenté le point de l'ordre du jour consacré aux autres questions liées au fonctionnement de l'Institut. Le Conseil était saisi de deux documents : INSTRAW/BT/1997/R.5, qui décrit les programmes de bourses et de stages, la base de données de consultants et la liste d'experts de l'Institut et INSTRAW/BT/1997/R.5/Add.1, sur le fonctionnement du bureau de liaison de l'INSTRAW à New York, présenté par la Spécialiste des questions sociales du bureau.

55. S'agissant des programmes de bourses et de stages, la Directrice par intérim a expliqué qu'au cours des dernières années, l'Institut n'avait accordé aucune bourse. Le programme de stages quant à lui comprenait deux parties. La première, qui se déroulait au bureau de liaison, représentait une contribution substantielle à son fonctionnement. Les trois stagiaires avaient fort bien exécuté les programmes qui leur avaient été confiés. La deuxième partie du

/...

programme de stages, au siège de l'INSTRAW, n'avait pas pu satisfaire les demandes nationales et internationales, principalement faute de personnel susceptible d'organiser et contrôler les activités, et faute d'installations disponibles. La Directrice par intérim a proposé au Conseil d'étudier la possibilité de reporter l'exécution de la deuxième partie du programme de stages jusqu'à ce que l'Institut dispose des ressources humaines et financières nécessaires.

56. Comme suite de la table ronde de l'Institut à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), l'Institut guatémaltèque pour la paix et le développement avait sollicité la collaboration de l'INSTRAW dans le cadre de programmes communs de recherche et de formation sur les femmes, la résolution des conflits et la consolidation de la paix. En outre, le CERFE, institut italien de recherche et l'ASDO (Association des femmes pour le développement et la lutte contre l'exclusion sociale) avaient également manifesté leur intérêt pour des travaux de recherche effectués conjointement avec l'INSTRAW dans les domaines de la statistique et de l'environnement dans les pays d'Europe orientale. La Directrice par intérim a rappelé au Conseil le contenu du paragraphe 8 de la résolution 46/99 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1991, qui prescrit à l'INSTRAW d'orienter ses programmes de recherche en faisant face aux nouveaux défis et en prévoyant, dans la mesure du possible, les domaines d'intérêt nouveaux concernant les femmes et le développement. La Directrice par intérim souhaitait savoir si, de l'avis du Conseil, il fallait donner suite à ces initiatives.

57. En présentant le document INSTRAW/BT/1997/R.5/Add.1, la spécialiste des questions sociales du bureau de liaison de l'INSTRAW a exprimé sa profonde gratitude à la Directrice par intérim pour ses conseils et l'appui qu'elle avait donnés aux activités du bureau de liaison et pour le jugement porté sur les fonctionnaires. Elle a expliqué au Conseil diverses tâches entreprises par elle-même et l'assistante administrative, dont elle a loué le dévouement et l'efficacité. Elle a fait observer que trois stagiaires avaient mené à bien leur stage en 1996, dont l'un avait été chargé de l'aider pour une période de courte durée. Le bureau de liaison qui était convenablement équipé en ordinateurs, avait accès au réseau Internet et au courrier électronique.

58. La spécialiste des questions sociales a évoqué l'importance de la coopération interinstitutions et la participation de l'Institut aux sessions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de divers organes subsidiaires. Elle a également fait observer que la Directrice par intérim assistait à des réunions interinstitutions et intergouvernementales, menait des discussions bilatérales avec diverses délégations et informait les donateurs. La Directrice par intérim avait tenté d'obtenir des bureaux supplémentaires à New York car les locaux disponibles ne suffisaient pas aux besoins du bureau de liaison à New York.

59. Le Conseil a apprécié le travail accompli par la spécialiste des questions sociales de l'INSTRAW et ses collègues au bureau de liaison et il a exprimé sa gratitude à la Directrice par intérim pour l'appui accordé au bureau de liaison et il a recommandé que celui-ci soit renforcé.

60. Le Conseil a demandé des informations sur les activités de représentation qui entraînaient des voyages de la Directrice par intérim. Le Conseil a également demandé des éclaircissements au niveau de la forme sur le statut du document "Guidelines for INSTRAW's identification and selection of consultants and evaluation of products related to the substantive functioning of the Institute" (Directives concernant l'identification et la sélection par l'INSTRAW de consultants et l'évaluation des produits ayant trait au fonctionnement de l'Institut). Ces éclaircissements étaient demandés car aucun symbole ne figurait sur le document présenté à la dix-septième session.

61. S'agissant du document en question, la représentante des commissions régionales a fait observer que l'INSTRAW, en tant qu'entité du système des Nations Unies, devait suivre des procédures établies de longue date pour s'assurer par contrat les services de consultants et les évaluer et elle a souligné que l'Institut ne pouvait proposer différentes directives et procédures.

62. En ce qui concerne la représentation, la Directrice par intérim a expliqué qu'elle était de quatre types : i) la représentation au niveau des chefs de secrétariat dans le cadre du système des Nations Unies, y compris avec les missions permanentes, les gouvernements des États Membres et dans le cadre des activités de mobilisation de fonds; ii) la représentation au Siège des Nations Unies et la participation aux réunions habituellement assurées par le bureau de liaison avec l'assistance de stagiaires; iii) la représentation entreprise par les administrateurs responsables; et iv) la représentation au siège de l'INSTRAW qui était assumée par la Directrice par intérim ou par l'administrateur responsable, selon le sujet traité.

63. En ce qui concerne le document informel, la Directrice par intérim a expliqué qu'un avant-projet des directives avait été porté à l'attention de la réunion informelle du Comité de planification stratégique (SPC) tenue à Beijing, en tant que partie de la version préliminaire du cadre établi aux fins de la recherche. Une deuxième version avait été distribuée en vue d'une lecture informelle à la seizième session du Conseil. La troisième version, de même que les deux premières, était une énumération simplifiée de plusieurs procédures et règles figurant dans les manuels des Nations Unies qui était censée faciliter l'application des règles en question par le personnel de l'Institut dans le cadre du processus de sélection et d'évaluation des consultants.

64. La représentante du Secrétaire général a fait observer que l'Organisation des Nations Unies était dotée d'un ensemble normalisé de règles, procédures et règlements administratifs. Elle a appelé l'attention du Conseil sur les règles et procédures établies et a mis en garde le Conseil en déclarant que les directives établies par l'INSTRAW devaient être autorisées par le Service administratif et approuvées par le Bureau de la gestion des ressources humaines, le Bureau des affaires juridiques, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et le Bureau des services de contrôle interne.

65. Le Conseil a suggéré que les directives établies par l'INSTRAW soient utilisées à titre expérimental au niveau interne et que la question soit examinée de nouveau lors de la prochaine session du Conseil. Le Président du Conseil a suggéré que les membres du Conseil débattent du document dans le cadre

d'une réunion informelle. Il a ensuite déclaré que le Conseil n'examinerait pas les directives comme document officiel de la session.

66. Après les explications fournies par la Directrice par intérim sur les différentes mesures et la recommandation qu'elle avait soumise à la Division des questions juridiques générales de l'Organisation des Nations Unies visant à obtenir l'approbation du statut de l'Association du personnel de l'Institut, le Conseil s'est félicité de la création de cette dernière. Le Conseil a demandé des précisions sur les voies de communication entre l'Association du personnel et la direction de l'Institut.

#### VII. SITUATION FINANCIÈRE DE L'INSTITUT

67. Le Conseil d'administration a examiné le point 9 de l'ordre du jour relatif à la situation financière de l'Institut à sa 4e séance; il était saisi du document INSTRAW/BT/1997/CRP.2, qui a été présenté par la Directrice par intérim.

68. Le chef de l'administration par intérim a précisé que ce document avait pour objet : i) de donner au Conseil une vue d'ensemble de la situation financière de l'Institut au début de l'exercice biennal en cours; ii) d'indiquer quels éléments avaient été pris en compte pour élaborer et adopter le budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997; iii) de rendre compte de l'exécution du budget en 1996; et iv) d'indiquer les prévisions concernant la situation financière à la fin de 1997, soit à la fin de l'exercice biennal.

69. Le chef de l'administration par intérim a indiqué aussi que le montant des recettes – solde de trésorerie au 1er janvier 1996 et contributions reçues en 1996 – s'élevait à 4,3 millions de dollars. Sur ce montant, l'Institut avait dû prélever une réserve pour imprévus et les sommes requises pour financer les dépenses et engagements non réglés de 1996 (notamment les dépenses d'appui aux programmes remboursables au Secrétariat de l'ONU, soit 4 % du budget). En conséquence, le solde de trésorerie au 1er janvier 1997 était de 1,79 million de dollars.

70. Le chef de l'administration par intérim a expliqué que le projet de budget devait être établi sur la base du montant effectif du solde de trésorerie et des contributions annoncées, dont certaines étaient parfois reçues avec un retard considérable. Il pouvait aussi être tenu compte des contributions attendues de pays qui n'annonçaient généralement pas de contributions à la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement, mais le Contrôleur se fondait uniquement sur le solde disponible en espèces dans le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme pour autoriser les prévisions de dépenses et les ouvertures de crédits. Compte tenu de ces éléments, les prévisions de recettes étaient évaluées à 2,2 millions de dollars pour 1997. Si l'on en déduisait les dépenses prévues au budget et les dépenses d'appui aux programmes remboursables à l'ONU en 1997, le solde de trésorerie s'établissait à 474 920 dollars au 31 décembre 1997.

71. Le chef de l'administration par intérim a souligné que l'Institut ne pourrait élaborer un programme de travail préliminaire pour le prochain exercice

/...



biennal s'il n'entreprenait pas très sérieusement et très activement des campagnes d'appel de fonds, comme l'avait déjà fait observer un vérificateur externe des comptes lors d'une vérification effectuée à l'Institut en mai 1996.

72. La Directrice par intérim a déclaré que les vérificateurs des comptes avaient posé 22 questions, qui avaient toutes reçu la réponse détaillée demandée. Certaines relevaient entièrement de la compétence des responsables de l'Institut et les autres de celle de divers départements du Secrétariat de l'ONU. L'ensemble des questions, des réponses et des annexes avait été adressé pour information et suite à donner aux directeurs respectifs du Département des services d'appui et de gestion pour le développement et du Département de la coordination des politiques et du développement durable. La Directrice par intérim a précisé que le rapport présenté par les vérificateurs des comptes devrait très probablement être remis à la Division de la planification des programmes et du budget, qui le soumettrait ensuite à l'Assemblée générale. Cependant, l'Institut n'avait reçu aucune réponse des directeurs des départements susmentionnés.

73. Le Conseil d'administration a demandé des précisions sur la suite donnée à la recommandation qu'il avait faite à la seizième session concernant le recrutement comme consultant d'un spécialiste de la collecte de fonds. La Directrice par intérim a répondu qu'elle avait sollicité l'avis non seulement de deux directeurs de l'agence de l'ex-Chemical Bank (devenue Chase Manhattan Bank) à l'ONU, mais aussi de plusieurs hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation qui avaient une grande expérience des questions financières. Tous lui avaient dit qu'avant de recruter un consultant et de tenter de mener avec succès sa campagne d'appel de fonds, l'Institut devait clairement savoir ce qu'il avait à "vendre" et quels étaient ses "produits" commercialisables.

74. La Représentante du Secrétaire général a souscrit aux observations de la Directrice par intérim, en particulier pour ce qui était de tirer parti des possibilités qui s'offraient actuellement d'exécuter des programmes pour répondre aux préoccupations exprimées par les États Membres. Elle a en outre informé le Conseil que la proposition de fusion n'était pas une affaire classée et qu'un projet de réforme traitant de questions économiques et sociales très concrètes serait présenté par le Secrétaire général en juillet 1997. Elle a instamment demandé au Conseil d'évaluer soigneusement le programme de l'Institut en s'inspirant du programme de travail thématique de la Commission de la condition de la femme, sans toutefois modifier ses travaux actuels. Elle a également souligné qu'il importait d'être attentif à l'opinion des donateurs.

75. La Directrice par intérim a informé le Conseil que chaque fois qu'elle assistait à des réunions officielles – par exemple celles qu'avaient organisées l'Université des Nations Unies en juillet à Tokyo, la FAO en septembre 1996 à Rome (Programme coopératif de formation à l'analyse socio-économique et à celle des spécificités de chaque sexe – SEGA) et l'UNESCO à Paris en décembre 1996 (énergie), elle prenait contact avec les services des ministères des affaires étrangères chargés des relations avec l'ONU, les organes nationaux chargés des questions féminines et les interlocuteurs de l'Institut, afin de leur présenter le programme de travail de l'Institut, de leur remettre sa documentation et, surtout, de les inciter à contribuer au financement de son budget de base et de ses programmes. C'est ainsi que le Ministère français des affaires étrangères

s'était montré disposé à participer à de futures activités communes dans les pays francophones. L'Institut devait soumettre des propositions concrètes au Gouvernement français assez longtemps à l'avance pour qu'il puisse les prendre en compte pour l'exercice budgétaire de 1998.

76. La Directrice par intérim avait adressé des demandes analogues aux Gouvernements japonais, italien, néerlandais, autrichien, norvégien, espagnol et irlandais.

77. Le Conseil d'administration a demandé des informations sur les recettes tirées de la vente des publications, en recommandant qu'elles lui soient présentées sous forme de tableaux. La Directrice par intérim a informé le Conseil qu'après plusieurs mois de négociations, l'Institut avait signé avec la Section des ventes du Secrétariat de l'ONU un accord d'un an par lequel la Section s'était engagée à vendre certaines des publications de l'Institut à titre expérimental. La publication Gender Concepts in Development Planning - Basic Approach, dont la deuxième édition avait été tirée à 700 exemplaires, avait eu un succès relatif. D'autres publications, comme The Migration of Women, Measurement and Valuation of Unpaid Contribution, Credit for Women et Content Discontent, avaient également reçu un bon accueil, mais il était trop tôt pour que l'Institut puisse percevoir les recettes de leur vente. Un grand nombre d'organismes des Nations Unies et d'autres institutions avaient manifesté le désir d'acheter le Programme de formation à la gestion de l'environnement et au développement durable; il serait procédé à la vente dès que la version définitive en aurait été établie au Centre de l'OIT à Turin.

78. À titre de campagne de promotion, l'Institut organisait trois réunions d'information à l'intention des délégations qui allaient participer à la session de la Commission de la condition de la femme et à celle de la Commission du développement durable, ainsi qu'à la session extraordinaire que l'Assemblée générale devait tenir en juin 1997.

79. Le Conseil s'est fermement prononcé contre la proposition de la Directrice par intérim tendant à ce que le bureau du Conseil soit élu pour une période de deux ans et que cette élection ait lieu les années où le budget-programme n'était pas à l'examen.

80. Le Conseil d'administration a demandé à l'Institut un complément d'information sur l'état d'avancement de l'exécution de chacun des programmes et sur les ressources dont chacun d'eux disposait encore, en précisant que ces renseignements devraient lui être présentés sous forme de tableaux. Lors des réunions d'information, les administrateurs de programmes concernés ont indiqué :

a) Que le sous-programme sur les femmes, l'environnement et le développement durable avait besoin de 13 000 dollars supplémentaires pour financer les frais de voyage des fonctionnaires de l'Institut qui assistaient à des réunions interorganisations et qu'il fallait 10 000 dollars supplémentaires pour financer une étude sur les femmes, les établissements humains et la gestion des ressources naturelles et 30 000 dollars supplémentaires pour financer un séminaire de formation dans un pays d'Europe centrale et orientale;

/...

b) Que le sous-programme sur les femmes et les communications avait besoin de 1 500 dollars supplémentaires pour couvrir les frais de voyage;

c) Que les sous-programmes sur les statistiques et indicateurs sexospécifiques et l'autonomisation économique et politique des femmes avaient des ressources suffisantes pour exécuter leur programme de travail en 1996-1997.

81. Le chef de l'administration par intérim a indiqué que le budget pour l'exercice biennal 1996-1997 était très serré et qu'il faudrait recourir à des sources extérieures pour financer les besoins supplémentaires susmentionnés.

82. Le Conseil d'administration a vivement incité la Directrice par intérim à procéder dès que possible à l'achat de matériel informatique pour ne pas compromettre l'exécution de certains programmes de fond qui en dépendaient.

83. Le Conseil d'administration s'est enquis de la situation concernant les contrats des fonctionnaires de l'Institut qui devaient être prorogés jusqu'au 31 décembre 1997. La Directrice par intérim a répondu que l'Institut avait reçu l'autorisation de proroger ces contrats le 31 janvier 1997 et que le chef de l'administration par intérim lui avait précisé que les contrats et les documents administratifs correspondants avaient été établis le 20 février 1997 pour qu'elle les signe.

84. Le Conseil d'administration a dit que l'Institut devait se donner les moyens d'offrir à son personnel des possibilités de promotion et de carrière dans l'Organisation (concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs organisé à l'intention des fonctionnaires d'autres catégories). Il attachait une importance particulière à cette question, considérant que plusieurs fonctionnaires étaient en poste à l'Institut depuis au moins 11 ans sans possibilité d'améliorer leur situation professionnelle.

85. La Représentante du Secrétaire général a dit que des efforts avaient été déployés dans ce sens à la seizième session du Conseil d'administration de l'Institut, mais que la question n'était pas si simple, vu que l'Institut était une institution autonome et que les contrats de ses fonctionnaires ne leur donnaient le droit de travailler qu'à l'Institut. Elle a ajouté que lors de la réunion qu'elle allait avoir avec l'Association du personnel, elle examinerait la question plus en détail et qu'elle explorerait d'autres possibilités avec les services compétents du Secrétariat de l'ONU.

86. La représentante du Secrétaire général a informé le Conseil de la suite donnée aux questions posées par les représentants de l'Association du personnel de l'Institut, en particulier au sujet des procédures régissant les relations entre l'administration et le personnel, la formation au système d'évaluation des performances et au système intégré de gestion, le concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs organisé à l'intention des fonctionnaires d'autres catégories, les rapports d'appréciation du comportement professionnel et l'indemnisation du personnel.

VIII. CADRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR L'EXERCICE  
BIENNAL 1998-1999 ET AU-DELÀ

87. À l'ouverture de la 4e séance, le Président du Conseil a souhaité la bienvenue à la Représentante du Secrétaire général, en sa qualité de membre de droit du Conseil et l'a invitée à faire une déclaration (voir annexe I).

88. À la même séance, lors de l'examen du point 10 de l'ordre du jour, la Directrice par intérim a présenté le document INSTRAW/BT/1997/R.6 et Add.1 à 4. Elle a déclaré que si l'Institut voulait s'assurer la participation financière de pays donateurs, il lui fallait produire des travaux de recherche de haute qualité, améliorer son image de marque par l'intermédiaire de publications et de matériel de formation et continuer à resserrer ses liens de coopération avec les autres organisations. À ce propos, elle a expliqué que le document INSTRAW/BT/1997/R.6 contenait plusieurs passages importants où l'on traite des réalités propres à la situation actuelle des femmes, de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et du mandat de l'Institut, et un récapitulatif des domaines d'activité présents et passés de l'Institut et proposait une approche en vue de l'élaboration d'une stratégie de recherche et de formation et d'une analyse pour l'exercice biennal 1998-1999 et au-delà. La Directrice par intérim a expliqué pourquoi il était plus important que jamais d'avoir une stratégie de recherche et de formation et décrit les mesures qu'il était indispensable de prendre si l'on voulait revitaliser l'Institut et lui donner ainsi les moyens d'agir.

89. Après avoir passé en revue le programme-cadre de recherche et de formation proposé pour l'exercice biennal 1998-1999 et au-delà, le Conseil d'administration a suggéré que l'Institut mise sur les compétences qu'il avait déjà acquises durant les 17 années écoulées et poursuive les travaux qu'il consacre déjà aux quatre sous-programmes thématiques. Toutefois, le Conseil a aussi demandé que l'on donne une priorité élevée aux problèmes suivants : a) les petites filles; b) les femmes dans les conflits armés et la violence à l'égard des femmes; et c) le suivi d'Habitat II, en les traitant dans le cadre du programme relatif à l'autonomisation et des statistiques et indicateurs.

90. La Directrice par intérim a expliqué que pour mieux faire connaître l'Institut à l'étranger, l'on pourrait faire paraître, tous les six mois, une publication qui traiterait des relations entre les deux sexes ainsi que de la façon dont les femmes et les organisations féminines réagissent face aux nouveaux défis qui leur sont lancés. Elle a également souligné que pour qu'une telle publication voie le jour, il fallait une équipe de recherche hautement qualifiée et un budget relativement important. Sa proposition pourrait être mise à exécution durant le prochain cycle biennal ou le cycle suivant et il faudrait prévoir des fonds spéciaux à cet effet, a-t-elle ajouté.

91. Le Conseil d'administration a déclaré que vu les contraintes qui étaient imposées à l'Institut en matière de financement et de recrutement, il craignait que le lancement d'une publication "vedette" ne pose des problèmes. Il a émis quelques avis quant à la façon dont on pourrait améliorer le bulletin INSTRAW Nouvelles pour qu'il continue de faire office de publication "vedette" chargée de promouvoir les travaux de l'Institut. Tout en précisant que la publication proposée viserait des objectifs et un public tout autres que ceux de l'INSTRAW

Nouvelles, la Directrice par intérim a convenu avec le Conseil d'administration que, vu la situation de l'Institut, il serait très difficile de mettre sa proposition à exécution. La Représentante du Secrétaire général a fait remarquer que les publications du type de celle qui avait été proposée, nécessitaient du temps et des ressources mais pourraient faire l'objet d'un effort de collaboration commune. À ce propos, elle a suggéré que l'Institut envisage de rédiger un chapitre de l'Enquête mondiale sur le rôle des femmes dans le développement que la Division de la promotion de la femme était en train de préparer.

92. Les liens de coopération avec la Division de la promotion de la femme, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'Université des Nations Unies (UNU), l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et les autres institutions qui consacrent des recherches aux problèmes de parité entre les sexes devaient être maintenus et resserrés. À ce propos, le Conseil a fait observer que l'Institut pourrait contribuer au renforcement des capacités des établissements de recherche dans les pays en développement et que ce type d'initiatives pourrait intéresser les donateurs. La recommandation du Conseil d'administration tendant à ce qu'une réunion d'experts sur la recherche soit convoquée pourrait contribuer à l'institution de liens de collaboration avec les établissements de recherche du monde entier et aider à mieux définir le rôle de l'Institut.

93. Se référant au document INSTRAW/BT/1997/R.7, qui propose un cadre pour les activités d'information, de communication et de documentation, la Directrice par intérim a insisté sur la nécessité de moderniser le matériel informatique et d'impression de l'Institut et souligné qu'il était important de constituer un fichier d'experts et un fichier d'adresses complets tout en prenant note des contraintes auxquelles l'Institut se heurtait dans ce domaine.

94. Évoquant le fichier d'experts de l'Institut, le Conseil d'administration a fait état des dépenses et des efforts que nécessitaient la constitution et la tenue à jour d'un tel instrument et proposé que dans ce domaine, l'Institut coopère avec d'autres organismes. La représentante des commissions régionales a déclaré que la collaboration qui, sur ce plan, s'était instaurée entre l'Institut et les commissions régionales, devait être renforcée. La Représentante du Secrétaire général a également demandé que l'on envisage une collaboration dans ce domaine avec la Division de la promotion de la femme.

95. Le Conseil d'administration s'est déclaré préoccupé par la présence par trop discrète de l'Institut dans les pays arabophones, francophones et hispanophones. Cette lacune était due au fait que les publications de l'Institut n'étaient pas disponibles en français, en arabe et en espagnol. Le Conseil a demandé que l'on affecte des fonds à la traduction de publications de l'Institut en arabe et proposé que l'on sollicite à cet effet l'appui et le concours de certains organismes arabes. Pour ce qui concerne l'achat de publications par l'Institut, le Conseil d'administration a invité ce dernier à voir s'il serait possible d'acquérir des publications éventuellement disponibles sur Internet.

IX. QUESTIONS RELATIVES À LA PROCHAINE SESSION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

96. À la 4e séance, la Directrice par intérim a présenté le document INSTRAW/BT/1997/INF.1 et a prié le Conseil de prendre une décision concernant les dates de sa dix-huitième session, compte tenu des dispositions pertinentes des résolutions 49/221, 50/206 et 51/211 de l'Assemblée générale, ayant à l'esprit en particulier les dates de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement pour l'année 1998, qui se tiendra en novembre 1997 au Siège de l'ONU.

97. La Directrice par intérim a commenté la nécessité pour l'Institut d'élaborer à l'avance une stratégie de recherche et de formation clairement définie pour l'exercice biennal 1998-1999 et au-delà, de manière à soumettre des questions concrètes à l'examen des donateurs longtemps avant la Conférence pour les annonces de contributions en vue de relever le niveau des contributions volontaires.

98. Compte tenu de la demande formulée au paragraphe 334 du Programme d'action de Beijing (A/CONF.177/20, chap. I, résolution 1, annexe II), et réaffirmée par les pays donateurs, la Directrice par intérim a souligné la nécessité de reformuler le programme de recherche et de formation de l'Institut et elle a présenté une proposition en vue de la tenue d'une reprise de la session du Conseil en 1997 (deux jours), ce qui permettrait à l'Institut d'établir un budget-programme préliminaire et de présenter aux donateurs un programme de travail redéfini.

99. Ayant examiné cette proposition, le Conseil a décidé de tenir la reprise de la session proposée par la Directrice par intérim et il a réaffirmé la nécessité de recevoir à l'avance tous les documents, de manière à mieux se préparer pour les sessions. Le Conseil a également réaffirmé qu'il était important de tenir le forum international de recherche, qu'il avait approuvé à ses quinzième et seizième sessions, comme suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

100. Les membres du Conseil ont approuvé la recommandation tendant à étudier : a) la nécessité d'une réflexion stratégique sur les nouveaux thèmes de recherche pour la promotion de la femme; b) le programme de recherche et de formation de l'Institut, compte tenu de l'ensemble des activités de l'ONU; et c) le respect des exigences formulées par les États Membres et les donateurs, qui souhaitaient que les programmes de recherche et de formation soient simplifiés et redéfinis.

101. La Directrice par intérim a rappelé que si le Conseil avait approuvé à sa quinzième session la tenue du forum international de recherche, le budget qu'il avait prévu à sa seizième session pour la phase préparatoire était modeste. Un projet préliminaire concernant le projet de forum avait été envoyé aux pays donateurs en octobre 1996 et des réponses avaient été reçues dès janvier 1997. Pour ce qui est de la reprise proposée de la session du Conseil d'administration de l'INSTRAW, la Directrice par intérim a souligné qu'une stratégie novatrice de recherche et de formation était essentielle pour que l'Institut continue à fonctionner et à exister.

102. Pour ce qui est du forum international de recherche proposé, le Conseil a suggéré qu'il se tienne en Europe, peut-être en faisant appel aux ressources intellectuelles et financières de l'Union européenne. La Directrice par intérim de l'INSTRAW, trois fonctionnaires, des spécialistes dans les différents domaines et des membres du Conseil d'administration devraient y assister.

103. La représentante des commissions régionales a posé une question concernant les critères qui seront utilisés dans le choix des experts chargés d'élaborer le programme de recherche et de formation de l'Institut. Le Conseil aidera la Directrice par intérim en lui soumettant des suggestions pour des experts.

104. Le Conseil a proposé que, conformément au Programme d'action de Beijing (par. 334), la question de la fillette soit incorporée au programme de recherche de l'Institut. Le rôle de la femme dans le développement durable et la question des femmes dans les situations de conflit armé devaient être considérés comme des domaines prioritaires du programme de recherche de l'Institut.

105. La responsable du Bureau de liaison a expliqué que le Conseil devait examiner le plan révisé à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001, approuvé par le Conseil économique et social, qui contient des contributions de tous les organismes des Nations Unies en ce qui concerne les 12 domaines critiques définis dans le Programme d'action de Beijing.

106. La Représentante du Secrétaire général a fait observer que le plan révisé à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme était un document indicatif. Certaines des activités décrites correspondaient à des programmes de caractère général tandis que d'autres s'inscrivaient dans le cadre plus précis du budget-programme et de projets particuliers. Elle a également souligné que certaines de ces activités étaient en cours de réalisation tandis que d'autres n'en étaient qu'au stade de projet. Le plan offrait toutefois aux États Membres une excellente base d'évaluation des activités menées par le système des Nations Unies pour la promotion de la femme et un point de départ concret pour l'examen à mi-parcours des activités du système, qui se tiendrait en 1998.

107. La Directrice par intérim a présenté le plan de travail avec un calendrier précis pour la réunion du groupe d'experts sur la recherche et la formation à l'Institut et pour la reprise de la dix-septième session du Conseil d'administration de l'INSTRAW. Le Conseil s'est félicité de cette initiative de la Directrice par intérim et de la Représentante du Secrétaire général. Il a approuvé le plan de travail proposé et révisé l'état financier de l'élément de programme 5.1 (Autres activités de recherche et de formation).

108. Le Conseil a décidé de tenir sa dix-huitième session pendant la troisième semaine de février 1998, au siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue (République dominicaine).

## X. CONCLUSIONS

### A. Programme général d'action de l'Institut

109. Le Conseil a félicité l'Institut et la Directrice par intérim des activités qu'ils avaient conduites dans l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 1996-1997, malgré les obstacles dus à la limitation de ses moyens financiers et au fait que des postes de rang élevé sont vacants de longue date.

110. Le Conseil a pris note du rapport établi et des recommandations présentées par le Comité de planification stratégique à sa quatrième session, tenue les 12 et 13 février 1997.

111. Le Conseil s'est félicité de ce que Mme Angela King ait été nommée représentante du Secrétaire général auprès du Conseil d'administration et Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme.

112. Le Conseil s'est félicité de ce que Mme Gladys Gutierrez, Secrétaire d'État de la République dominicaine, ait été nommée membre de droit du Conseil d'administration, représentant le pays hôte.

113. Le Conseil s'est félicité de la participation de l'Institut à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Habitat II, qui s'est tenue à Istanbul (Turquie) du 3 au 14 juin 1996, et a recommandé que l'Institut entreprenne des activités de suivi et affecte des fonds aux recherches portant sur les liens entre les domaines suivants : établissements humains, ressources naturelles et problèmes environnementaux.

114. Le Conseil a approuvé le plan de travail établi pour la réunion du groupe d'experts de l'Institut sur la recherche, qui se tiendra en septembre 1997, et a demandé à la Directrice par intérim de prendre toutes les mesures nécessaires pour engager le processus préparatoire et mener les activités voulues de collecte de fonds.

115. Le Conseil a pris note de la publication du fascicule où sont rassemblées les informations relatives à la constitution d'un réseau d'interlocuteurs. Il a décidé d'évaluer périodiquement dans quelle mesure ceux-ci étaient aptes à remplir leur rôle. Il a décidé que la présentation des candidats à ce rôle exige une période d'évaluation et d'examen raisonnable avant communication de leurs noms au Conseil. Le Conseil a décidé de remettre à la prochaine session une décision sur les candidatures présentées par les trois pays suivants : Argentine, Azerbaïdjan et Fédération de Russie.

116. Le Conseil a réaffirmé la nécessité de moderniser l'équipement informatique de l'Institut.

117. Le Conseil a proposé que les membres du personnel de l'Institut soient formés au rôle de formateur sur les problèmes de parité des sexes et que des fonds soient dégagés à cette fin.



118. Le Conseil a félicité le Bureau de liaison de l'Institut de son action et a remercié la Directrice par intérim de l'appui qu'elle a prêté à ce bureau et recommandé d'en renforcer les moyens d'action dans les limites de l'exercice budgétaire en cours.

119. Le Conseil a proposé que, conformément au Programme d'action de Beijing (par. 334), la question de la fillette soit inscrite dans le programme de recherche.

120. Le Conseil a recommandé de donner également une priorité absolue aux questions suivantes, à aborder au titre du programme d'autonomisation et des statistiques et indicateurs : les femmes dans les situations de conflits armés, la violence contre les femmes, le suivi d'Habitat II et de rechercher activement des fonds à cette fin. En même temps, le Conseil a proposé que l'Institut tire parti de l'expérience déjà acquise et continue ses travaux dans les quatre domaines thématiques existants.

121. Le Conseil a exprimé ses remerciements à la Directrice par intérim pour les diverses initiatives qu'elle avait prises afin d'améliorer la collaboration de l'Institut avec les entités des Nations Unies, en particulier avec la Division de la promotion de la femme et UNIFEM. À cet égard, le Conseil a réaffirmé la nécessité d'étendre cette collaboration à d'autres organisations et organismes, comme l'UNU, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, les commissions régionales et les institutions n'appartenant pas au système des Nations Unies qui mènent des recherches sur les questions relatives à l'égalité entre les sexes.

122. Le Conseil s'est déclaré préoccupé du fait que l'Institut était peu connu dans les pays arabophones et francophones et a demandé que l'Institut s'emploie à trouver des fonds qui seraient affectés à la traduction et à la publication de ces documents en arabe et en français.

123. Le Conseil a réaffirmé la nécessité pour l'Institut d'améliorer aussi efficacement que possible ses activités d'information relatives à ses publications et la distribution de celles-ci afin de se faire mieux connaître. Le Conseil a réaffirmé la nécessité de publier chaque semestre le bulletin INSTRAW Nouvelles.

124. Le Bureau a apprécié la démonstration qui lui a été faite de la "page d'accueil" informatique de l'Institut et s'est également félicité du fait que le siège de l'Institut et son bureau de liaison eussent désormais accès au courrier informatique et à Internet.

#### B. Questions opérationnelles et budgétaires

125. Le Conseil a pris note du fait que des vacances de poste des classes P-2, P-3 et P-4 avaient déjà été annoncées, que l'évaluation des candidatures était en cours et qu'une sélection finale prendrait place à brève échéance.

126. Le Conseil a également pris note du fait que la vacance du poste D-2 serait bientôt annoncée. Conformément au paragraphe premier de l'article IV du statut de l'Institut, le Conseil a prié le Secrétaire général de l'Organisation des

/...

Nations Unies de se consulter avec lui sur la nomination du Directeur de l'Institut.

127. Le Conseil a recommandé que les candidats aux fonctions de consultant auprès de l'Institut fassent l'objet d'une sélection attentive, et demandé que les engagements se fassent en conformité avec les procédures types de l'Organisation des Nations Unies.

128. Le Conseil était très inquiet des conditions de travail du personnel de l'Institut, car le fait que les postes administratifs soient inoccupés impose des responsabilités additionnelles au reste du personnel, en nombre déjà limité. Il a toutefois noté avec satisfaction que cinq des postes vacants étaient sur le point d'être pourvus et notamment que le poste de directeur (D-2) serait pourvu pour deux ans, sous réserve des fonds disponibles.

129. Les membres du Conseil se sont félicités de la création de l'Association du personnel, espérant qu'eux-mêmes et le personnel continueraient de collaborer et avaient la certitude que les communications entre le personnel et l'Administration en seraient améliorées et contribueraient à rendre plus agréable l'atmosphère de travail à l'Institut.

130. Le Conseil a recommandé que l'Institut adopte un mode de présentation type des documents comportant : a) un état succinct, mais complet, de l'état d'avancement de l'exécution de chaque programme et produit; b) un état financier faisant apparaître le montant de l'allocation initiale, les dépenses engagées et le solde disponible. L'Institut doit respecter les règles actuelles concernant le nombre et la longueur des documents de l'Organisation des Nations Unies.

131. Le Conseil a noté avec préoccupation que, pour des raisons techniques et administratives, certains programmes n'avaient pas encore été exécutés ou avaient été retardés. D'autres programmes, qui avaient été achevés avec succès et dans les délais prévus, avaient besoin de fonds additionnels pour une application plus complète.

132. Le Conseil a noté avec préoccupation l'état des ressources financières de l'Institut et a réaffirmé la nécessité de faire un vigoureux effort de collecte de fonds afin d'assurer des contributions suffisantes au Fonds d'affectation spéciale de l'Institut.

133. Le Conseil a vigoureusement recommandé que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies prenne des mesures immédiates pour relier l'Institut aux systèmes SIG et PAS et fournir la formation nécessaire au personnel de l'Institut, le mettant ainsi en mesure de gérer plus efficacement ses problèmes financiers.

134. Le Conseil a décidé de reprendre sa session pendant deux jours, les 8 et 9 septembre 1997, afin d'examiner et d'approuver le programme de recherche et de formation ainsi que le budget-programme préliminaire pour l'exercice biennal 1998-1999 et ainsi faciliter l'établissement en temps voulu du programme de travail de l'Institut.

135. Le Conseil a décidé de tenir sa dix-huitième session durant la troisième semaine de février 1998 au siège de l'Institut, à Saint-Domingue.

## XI. ORGANISATION DE LA SESSION

### A. Ouverture et durée de la session

136. Le Conseil d'administration de l'Institut a tenu sa dix-septième session au siège de l'Institut à Saint-Domingue du 17 au 21 février 1997. Il a tenu sept séances.

137. Mme Gail Saunders, Présidente du Conseil d'administration, a ouvert la session. Elle a souhaité la bienvenue à tous les membres du Conseil, notamment les deux nouveaux membres, Mme María Jonas (Autriche) et Mme Mona Chemali Khalaf (Liban), ainsi qu'aux membres de droit, aux observateurs représentant des États Membres et aux représentants d'organisations appartenant ou non au système des Nations Unies. Elle a également souhaité la bienvenue à M. Eduardo Latorre, Secrétaire d'État et Ministre des affaires étrangères de la République dominicaine, et à Mme Gladys Gutierrez, Secrétaire d'État de la République dominicaine et Directrice générale de la Direction générale de la promotion de la femme, qui était le membre de droit du Conseil d'administration de l'Institut, représentant le pays hôte.

138. La Présidente a informé les membres du Conseil de la récente nomination de Mme Angela King comme Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme. Mme King a participé à la dix-septième session du Conseil en sa qualité de membre de droit et de représentant du Secrétaire général.

139. Dans son allocution d'ouverture, la Présidente du Conseil d'administration a déclaré qu'en dépit des nombreuses difficultés et incertitudes au cours de l'année écoulée, l'Institut avait non seulement survécu mais fait oeuvre utile. Il avait marqué les conférences internationales de sa présence et exécuté des projets et établi des publications en dépit des vacances de postes aux échelons supérieurs. La Présidente a également fait observer que la réunion que la Vice-Présidente du Conseil, Mme Selma Acuner, et elle-même avaient tenue avec certains hauts responsables de l'Organisation des Nations Unies s'était soldée par des résultats positifs, dont la récente publication d'avis de vacance de trois postes d'administrateur et la publication prochaine d'un avis de vacance concernant le poste de directeur/directrice de l'Institut.

140. Comme son deuxième mandat de membre du Conseil expirait à la fin de la dix-septième session, la Présidente a formé, à l'intention des autres membres du Conseil d'administration, de la Directrice par intérim et du personnel de l'Institut, des vœux de succès pour l'avenir. En conclusion, elle a exprimé sa gratitude à la Vice-Présidente pour son soutien et à la Directrice par intérim, Mme Martha Dueñas Loza, pour l'énergie inlassable dont elle a fait preuve à la tête de l'Institut ainsi qu'au personnel, dont elle a vivement loué le dévouement.

141. Le représentant du pays hôte, M. Eduardo Latorre, Secrétaire d'État et Ministre des affaires étrangères de la République dominicaine, a souhaité la

/...

bienvenue aux membres du Conseil d'administration et fait observer qu'au cours des 30 dernières années, les questions intéressant les femmes étaient parvenues à figurer aux premiers rangs des préoccupations de la communauté internationale, déclarant que la République dominicaine était fière d'abriter le siège de l'Institut et que le Gouvernement aiderait à en améliorer et à en renforcer l'action.

142. En sa qualité de membre de droit du Conseil, Mme Gladys Gutierrez a fait ressortir les progrès importants qui avaient été accomplis sur le plan international pendant la décennie en cours pour ce qui était de faire une place aux préoccupations de la femme dans l'ordre du jour de toutes les conférences mondiales organisées par l'Organisation des Nations Unies. Elle a affirmé la volonté de la République dominicaine de donner la suite voulue à ces conférences. À cet égard, elle a indiqué que la Direction générale de la promotion de la femme en République dominicaine veillait à ce que les femmes soient associées à la construction d'une société vouée au progrès de ses membres. Elle a relevé les progrès qui avaient été accomplis sur le plan législatif avec la récente adoption d'une loi contre la violence dans les foyers et la violence sexuelle, et dit combien il importait de donner application à cette loi afin de venir à bout de l'un des principaux obstacles à la promotion de la femme. Elle a exprimé l'espoir que l'Institut serait renforcé et que ses programmes destinés à promouvoir l'égalité entre les sexes au cours du prochain millénaire bénéficieraient d'un appui.

143. Au nom de l'Institut et de son personnel, la Directrice par intérim a souhaité la bienvenue aux membres du Conseil participant à la dix-septième session et a exprimé l'espoir que celle-ci serait l'occasion d'évaluer la première partie du programme de travail biennal de l'Institut et d'une réflexion poussée et fructueuse sur certaines propositions qui détermineraient l'aptitude de l'Institut à arrêter des stratégies de recherche et de formation pour l'avenir.

144. La Directrice par intérim a demandé au Conseil de réfléchir à la "manière de donner à l'Institut les moyens" de surmonter ses faiblesses institutionnelles actuelles pour devenir un atout d'ici la fin du millénaire. Elle a établi une analogie entre la condition de la femme et la situation de l'Institut, qui tous deux devaient faire face à de nombreuses difficultés. À cet égard, elle a évoqué les obstacles d'ordre institutionnel, politique, financier, économique et social que la femme devait vaincre. La Directrice par intérim a souligné qu'en dépit de la modestie des contributions financières versées par les États membres, l'Institut n'avait ni dette ni déficit et avait réussi à exécuter divers programmes que le Conseil examinerait à la session en cours. Elle a réaffirmé l'engagement de l'Institut en faveur de l'égalité, du développement et de la paix, et a prié le Conseil de réfléchir à la mission qu'il souhaitait assigner à l'Institut et aux objectifs qu'il était raisonnablement possible d'atteindre. En conclusion, la Directrice par intérim a demandé que les membres du Conseil sortants deviennent des ambassadeurs de bonne volonté et des conseillers pour l'Institut.

## B. Participation

145. Les membres ci-après du Conseil d'administration ont participé à la session : Mme Selma Acuner (Turquie), Mme Ishan Abdalla Algabshawi (Soudan), Mme Esther Asthon (Bolivie), Mme Fatima Benslimane Hassar (Maroc), Mme María Jonas (Autriche), Mme Noëlie Kangoye (Burkina Faso), Mme Mona Chemali Khalaf (Liban), Mme Els Postel-Coster (Pays-Bas), Mme Gail Saunders (Bahamas), et Mme Renata Siemienska-Zochowska (Pologne).

146. Les membres de droit ci-après ont également participé à la session : la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, la représentante de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), au nom des cinq commissions régionales, la représentante du pays hôte (République dominicaine), et la Directrice par intérim de l'INSTRAW. Des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont également participé à la session.

## C. Élection du bureau

147. À la 1re séance, le Conseil d'administration a élu, par acclamation, conformément à l'article 7 de son règlement intérieur, les membres du bureau suivants :

Présidente :           Mme Selma Acuner (Turquie)  
  
Vice-Présidente :   Mme Esther Asthon (Bolivie)  
  
Rapporteur :         Mme Noëlle Kangoye (Burkina Faso)

148. Remerciant les membres du Conseil d'administration, la Présidente nouvellement élue s'est engagée à ne ménager aucun effort pour exercer au mieux les fonctions qui lui ont été imparties. Elle a également remercié la représentante du pays hôte pour sa déclaration et exprimé sa gratitude au pays hôte qui a toujours coopéré avec l'Institut. Elle a ensuite exposé les problèmes auxquels les femmes se heurtent dans un monde ravagé par les conflits et évoqué le rôle que les institutions de promotion de la femme doivent jouer pour assurer l'égalité entre les sexes. À ce propos, elle a indiqué que l'Institut avait, en tant qu'organe indépendant, une mission historique à accomplir pour assurer l'égalité et la parité complètes entre les hommes et les femmes et a souligné que l'autonomie de l'Institut doit être préservée. La Présidente a poursuivi en remerciant la Directrice par intérim et le personnel de l'Institut de leur dévouement et des efforts qu'ils avaient déployés pour mener à bien les travaux confiés à l'Institut, malgré les restrictions budgétaires et de personnel bien connues. Elle a également adressé des remerciements à l'ancienne Présidente du Conseil. Elle a conclu en indiquant que le Conseil d'administration était résolu à faire siennes et à appliquer toutes les décisions de l'ONU, en particulier celles qui avaient été prises à la suite de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

D. Ordre du jour

149. À la première séance, le Conseil d'administration a adopté par consensus l'ordre du jour provisoire ci-après (INSTRAW/BT/1997/R.1 et INF.1) :

1. Ouverture de la session.
2. Élection des membres du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Réunion du Comité de planification stratégique.
5. Rapport intérimaire de la Directrice par intérim.
6. Interlocuteurs de l'Institut – constitution de réseaux.
7. Coopération interorganisations – commissions régionales.
8. Autres questions liées au fonctionnement de l'Institut.
9. Situation financière.
10. Cadre de recherche et de formation pour l'exercice biennal 1998-1999 et au-delà.
11. Date de la prochaine session du Conseil d'administration.
12. Adoption du rapport sur les travaux de la session.
13. Clôture de la session.

150. Le Conseil d'administration s'est déclaré satisfait d'avoir reçu dans le courant de l'année des documents de fond rendant compte des progrès accomplis et des retards pris dans l'application des programmes, ainsi que les documents administratifs et financiers pertinents. Il a exprimé sa gratitude aux services responsables pour les documents publiés au cours de 1996.

E. Adoption du rapport du Conseil sur les travaux  
de sa dix-septième session

151. À sa 7e séance, le 21 février 1997, le Conseil a adopté le rapport sur les travaux de sa dix-septième session (INSTRAW/BT/1997/R.8 et Add.1).

ANNEXE I

Déclaration de Mme Angela King, Conseillère spéciale  
pour la parité entre les sexes et la promotion de la  
femme et Représentante du Secrétaire général auprès  
du Conseil d'administration de l'Institut international  
de recherche et de formation des Nations Unies pour la  
promotion de la femme

C'est avec grand plaisir que je me retrouve aujourd'hui parmi vous, en qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général à la dix-septième session du Conseil d'administration de l'Institut. Le fait que ce soit la seconde fois que j'assiste à la session du Conseil d'administration donne un sentiment de plus grande continuité et de familiarité.

Je tiens tout d'abord à vous adresser à vous, Madame la Présidente ainsi qu'aux membres du nouveau bureau, Mme Esther Ashton (Vice-Présidente) et Mme Noëlie Kangoye (Rapporteur) toutes mes félicitations pour votre élection, et vous souhaite un mandat très fructueux et marqué par des liens d'étroite collaboration. J'ai tout lieu de croire que sous votre direction, l'Institut, qui au cours de l'année écoulée a poursuivi ses travaux en dépit d'une grave pénurie de personnel et de ressources, se ressaisira progressivement et retrouvera la place que la Conférence de Copenhague lui avait initialement attribuée en 1980, lorsqu'elle en avait fait le bras principal de l'ONU pour tout ce qui avait trait aux activités de recherche et de formation consacrées aux problèmes des femmes.

Je souhaiterais également, Madame la Présidente, vous transmettre les salutations chaleureuses et les vœux les meilleurs du Secrétaire général, M. Kofi Annan, ainsi que ceux de M. Nitin Desai, Secrétaire général adjoint à la coordination des politiques et au développement durable, qui est habilité à dialoguer avec l'Institut et à veiller à ce que ce dernier fonctionne le mieux possible de manière à pouvoir s'acquitter des mandats qui lui ont été confiés et mener à bien de manière efficace son programme de travail pour 1996-1997 tel qu'il a été modifié et approuvé par le Conseil.

Je souhaiterais tout d'abord dire quelques mots sur la situation administrative et financière de l'Institut. Tout d'abord, je déplore vivement les retards considérables pris, en 1996, dans l'adoption de certains arrangements contractuels (classement de certains postes, diffusion d'avis de vacance de postes, etc.), retards qui sont dus dans une très large mesure à la situation financière de l'Institut et celle de l'ONU en général.

J'ajouterais toutefois que si l'on compare la situation actuelle à celle qui régnait il y a un an, il y a tout lieu d'être optimiste. À la suite d'une lettre urgente que lui a adressée Mme Saunders, qui à l'époque était Présidente du Conseil d'administration, M. Desai a pris des mesures immédiates pour obtenir l'avis du Contrôleur.

Après que ce dernier eut décidé que la situation financière de l'Institut pour 1997 était saine, des mesures immédiates ont été prises, à l'initiative et avec le plein appui de M. Desai, Représentant spécial du Secrétaire général

/...

auprès de l'Institut, pour compléter, dans la limite des ressources disponibles, les effectifs de l'Institut et permettre à ce dernier de mener à bien le programme de travail qui lui a été confié pour l'année. En effet, et c'est là un point sur lequel je tiens à insister, c'est grâce aux prévisions relatives à la situation financière de l'Institut que le Contrôleur a pu donner son accord pour les postes à pourvoir jusqu'au 31 décembre 1997, étant entendu que "si à la fin de 1997, lesdites prévisions s'avéraient exactes, l'on pourrait envisager de donner au personnel actuel et futur de l'Institut des contrats types d'une durée d'un an, à la condition que le Conseil d'administration revoie, chaque année, le programme de travail et les dépenses connexes de l'Institut, en tenant compte des ressources disponibles".

En conséquence, deux séries d'initiatives ont été prises :

a) Il a été décidé de reconduire les engagements des fonctionnaires en poste en tenant compte de la charge de travail prévue, décision qui, il me semble, a déjà été mise à exécution par la Directrice par intérim et qui devrait contribuer pour beaucoup à rehausser le moral du personnel. Au cas où cette mesure n'aurait pas encore été prise, il serait bon qu'elle le soit avant la fin de la session;

b) Les postes vacants sont en train d'être pourvus. En ce moment même, on évalue les candidatures à des postes P-2, P-3 et P-4. L'avis de vacance du poste de directeur devrait être publié à l'intérieur de l'organisation, espérons-le, dans le courant de ce mois. Je souhaite que tous les membres du Conseil aident à diffuser aussi largement que possible cet avis de sorte qu'il puisse susciter la candidature de personnes possédant les plus hautes qualités de compétence et toutes les qualifications voulues. Enfin, il a été nécessaire de bloquer un poste P-5 pour des raisons financières et ceci a été fait en consultation avec la Directrice par intérim.

En dépit de toutes ces nouvelles encourageantes, il importe de veiller à la stabilité financière à moyen et long terme de l'Institut et de maintenir le personnel en place de manière à assurer la continuité de l'appui aux programmes, pour procurer à l'Institut un soutien financier adéquat pour l'exercice biennal 1998-1999. À cette fin, il serait bon de sonder, le plus tôt possible, les intentions des donateurs de sorte que d'ici à 1997, l'on puisse établir un équilibre satisfaisant entre le montant de l'appui financier attendu et les programmes prévus. Nombreux sont ceux qui estiment que pour obtenir l'appui des donateurs, l'Institut aurait tout intérêt, dans le cadre notamment des réformes en cours à l'ONU, à adapter, dans une certaine mesure, ses activités de formation et de recherche pour le prochain exercice biennal au programme de travail à long terme de la Commission de la condition de la femme et à resserrer ses liens de coopération avec les autres instances officielles qui traitent des problèmes propres aux femmes.

Une deuxième question importante est la mise sur pied de programmes en faveur des femmes. Depuis la seizième session du Conseil d'administration, le mandat qui avait été confié à la Commission de la condition de la femme, pour ce qui était de la diffusion du concept de parité entre les sexes, a été grandement renforcé dans le cadre du suivi de la Conférence de Beijing. Je n'ai, bien entendu, nullement l'intention d'aborder le point 5 de l'ordre du jour qui a

/...



déjà été examiné hier. Toutefois, il convient de noter que les travaux de l'Institut auraient un impact bien plus grand et l'Institut de bien meilleures chances d'améliorer son image de marque si, au niveau de la programmation, ces travaux cadraient avec le programme de travail à long terme de la Commission de la condition de la femme.

Puis-je ajouter au paragraphe 18 du document INSTRAW/BT/1997/R.2 qui rend compte au Conseil d'administration du programme à long terme susmentionné, qu'en mars 1997, la Commission se saisira des questions suivantes :

- a) Les femmes et l'environnement (session extraordinaire de l'Assemblée générale);
- b) Les femmes, le pouvoir et la prise de décisions;
- c) Les femmes et l'économie;
- d) Les femmes, l'éducation et la formation.

Vingt personnes participeront aux débats consacrés à chacun de ces thèmes qui seront menés dans le cadre de groupes spéciaux constitués chacun de cinq membres choisis parmi des experts gouvernementaux, des membres de la société civile, des fonctionnaires d'organismes des Nations Unies et les participants d'une réunion de groupe d'experts.

En 1998, la Commission de la condition de la femme se penchera sur certains des domaines critiques définis dans le Programme d'action de Beijing, à savoir :

- a) Les femmes et les conflits armés;
- b) Les droits fondamentaux de la femme;
- c) La violence à l'égard des femmes;
- d) La petite fille (objectif auquel le Conseil d'administration a également donné la priorité); ainsi que
- e) L'examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing.

Ces réunions et discussions aideront la Commission à formuler, par le truchement du modérateur et des vice-présidents, une série de recommandations convenues d'un commun accord, qui seront ensuite transmises à d'autres organes intergouvernementaux (le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à sa session extraordinaire consacrée à Action 21).

Par ailleurs :

- a) Le 28 janvier 1997, le Secrétaire général a créé le poste de Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme en fusionnant l'ancien poste de Mme Green et celui du Directeur de la Division de la promotion de la femme. Ce nouveau poste m'a été confié et je fais

/...

directement rapport au Secrétaire général pour toutes les questions touchant à la parité entre les sexes, et à M. Desai pour tout ce qui concerne la promotion de la femme. La fonction d'agent responsable des questions relatives aux femmes sera transférée dans mon propre bureau;

b) On mentionnera également la création d'un Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes qui relèvera du CAC et dont j'assurerai la présidence. À la différence des trois équipes spéciales interorganisations chargées d'assurer le suivi de conférences, il exerce des fonctions multiples (activités opérationnelles, analyse des politiques et coordination de la recherche et des politiques), n'a pas de mandat limité dans le temps et, à ce titre, contribue pour une part essentielle à faire en sorte que les problèmes de parité entre les sexes soient dûment pris en compte dans toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies. Les 5 et 6 mars, dates de ses prochaines réunions, le Comité examinera plusieurs questions telles que les indicateurs; l'obligation de rendre compte; les femmes, la paix et la sécurité, etc. Il a également un rôle à jouer dans la mise au point, l'application et le suivi du Plan révisé à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001, qui devrait faire l'objet d'un examen à mi-parcours en 1998. Ce plan, qui traite de tous les travaux menés pour la promotion de la femme par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, est axé sur les 12 domaines critiques définis par le Programme d'action de Beijing;

c) Un autre exemple récent de coopération interorganisations est la réunion qui, parrainée par le PNUD, et tenue du 5 au 7 février dernier, a rassemblé les coordonnateurs résidents de 20 pays ayant participé à un projet pilote sur la diffusion du concept de parité entre les sexes et a donné lieu à la publication de directives. Je tiens également à faire référence à la lettre que M. Desai a adressée à M. Speth, Administrateur du PNUD, afin d'engager les représentants résidents à offrir un appui aux mécanismes et aux processus de consultation mis en place à l'échelon national pour promouvoir la condition de la femme tout en aidant à élaborer des stratégies ou des plans d'action nationaux qui puissent faciliter la mise en oeuvre du Programme d'action. Le Bureau régional du PNUD pour l'Europe a également contribué à l'organisation de la Conférence sous-régionale d'experts gouvernementaux de haut niveau sur la mise en oeuvre du Programme d'action qui, tenue à Bucarest en septembre 1996, a donné lieu à l'élaboration d'un modèle de plan d'action national que la Division de la promotion de la femme espère faire traduire dans toutes les langues officielles de l'ONU d'ici à l'été prochain, au moyen de ressources prélevées sur son fonds d'affectation spéciale.

D'autre part, il a été décidé de tenir, chaque année, une session supplémentaire du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour combler le retard pris dans l'examen de plus de 50 rapports présentés par les États parties. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme a contribué pour une part décisive au financement de la participation d'organisations non gouvernementales aux sessions du Comité.

Une troisième question importante est la coopération entre l'Institut et la Division de la promotion de la femme. Je me félicite vivement de cette collaboration dont il est d'ailleurs fait mention dans certains documents et j'y

/...

attache un très grand prix. Sur les huit réunions d'experts organisées par la Division de la promotion de la femme, deux, fruit d'une collaboration fructueuse entre la Division et l'Institut, ont eu lieu à Saint-Domingue, une troisième, consacrée à la prise de décisions politiques et au règlement des conflits, s'est tenue en octobre 1996 et une autre, portant sur les femmes, la population et le développement durable et coparrainée par l'Institut a eu lieu en novembre 1996. Dans le cadre du suivi de la Conférence de Beijing, la Division de la promotion de la femme est en train de concevoir, avec le concours du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et de l'Institut, un système de communication électronique qui fera appel au Web ainsi qu'à d'autres réseaux de communication électronique. L'initiative "Women Watch" sera lancée le 7 mars 1997 à l'occasion de la Journée internationale de la femme et fera l'objet d'une démonstration qui sera présentée devant la Commission de la condition de la femme à sa quarante et unième session. Le succès de cette initiative dépendra dans une large mesure de la capacité qu'a l'Institut d'utiliser et d'alimenter le système. La Division de la promotion de la femme a décidé de former, à ses propres frais, le personnel de l'Institut aussitôt que le système électronique susmentionné sera en place.

Enfin, j'en viendrai à la quatrième question, à savoir le processus de réforme. Le Secrétaire général a souscrit sans réserve au principe d'une réforme de l'Organisation des Nations Unies qui permettra à cette dernière de s'acquitter du rôle que lui confère la Charte des Nations Unies tout en étant capable de satisfaire aux nouvelles exigences de ses États Membres, dans un monde en rapide évolution. Le Secrétaire général a déclaré que d'ici au mois de juillet, il avancerait une série de propositions de réforme qui, par la suite, seront examinées par l'Assemblée générale. Je tiens aussi à préciser que le Secrétaire général considère le train de réformes prévu comme "un processus et non pas comme un événement".

Au Secrétariat, plusieurs dispositions importantes ont déjà été prises pour améliorer l'efficacité de la gestion, grâce, notamment, à une utilisation accrue des techniques modernes d'information. Bien qu'un certain nombre de mesures aient été prises pour réduire les coûts et maintenir le budget de l'exercice en cours ainsi que celui de l'exercice 1998-1999 à un taux de croissance réel nul, le Secrétaire général a clairement indiqué que les réformes ne devaient pas être assimilées à des licenciements ni être induites par une crise financière chronique qui avait déjà créé, au sein de l'Organisation, un climat de suspicion et de méfiance peu propice à l'adoption, par consensus, d'un train de réformes efficaces.

Le Secrétaire général a également mis en place, au sein de l'ONU, une série de nouvelles structures importantes devant permettre de gérer l'Organisation et d'en faciliter la réforme. Il a notamment mis sur pied un Groupe de coordination des politiques – en fait un cabinet – qui est composé de tous les chefs de département, de fonds et de programmes basés à New York et se réunit toutes les deux semaines, sous sa présidence, lorsqu'il se trouve à New York, pour examiner les grandes questions politiques et l'évolution de la situation en ce domaine. Le Secrétaire général a également créé quatre comités exécutifs chargés respectivement des domaines suivants :

- a) Paix et sécurité;
- b) Affaires humanitaires;
- c) Affaires économiques et sociales;
- d) Opérations de développement.

Ces comités se sont vu confier des responsabilités en matière de gestion et de réforme; leur calendrier de réunions et leur composition feront l'objet de décisions ultérieures. Au stade actuel, je me contenterai de préciser qu'ils apporteront au Groupe de coordination des politiques, des contributions dans tous les domaines qui relèvent de leur compétence. Ils auront aussi un rôle important à jouer dans le processus de réforme. Je me suis déjà mise directement en rapport avec le Secrétaire général pour lui demander de m'aider à prendre contact avec ces comités, en ma qualité de Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, afin de se concentrer sur les moyens de s'assurer que les problèmes de parité entre les sexes sont dûment pris en considération dans leurs travaux, à tous les niveaux.

Le Secrétaire général a également désigné M. Maurice Strong du Canada comme Coordonnateur de la réforme. S'il m'a jusqu'ici été impossible de rencontrer M. Strong dont le calendrier de déplacements ne coïncidait pas avec le mien, je compte cependant le faire dès mon retour pour lui parler des programmes en faveur des femmes qui sont mis en oeuvre à l'Organisation des Nations Unies et débattre avec lui de la façon dont je pourrais lui faciliter la tâche de sorte que les problèmes de parité entre les sexes soient dûment pris en considération dans le cadre du processus de réforme. C'est pourquoi, au cas où le Conseil d'administration souhaiterait me voir soulever certains points précis auprès de M. Strong, il serait bon qu'il me le fasse savoir dès à présent. Je compte également demander au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et à son Comité consultatif de me communiquer leurs vues sur la question.

Je pense que l'un des objectifs visés dans le cadre des réformes prévues consiste à établir des liens plus suivis entre les politiques, la recherche et les opérations. Plusieurs gouvernements, tant donateurs que bénéficiaires, ont lancé un appel en ce sens. Or, il se trouve que les trois principales entités de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent des femmes sont la Division de la promotion de la femme, l'Institut et UNIFEM qui sont chargés respectivement de la recherche et de l'analyse en matière de politiques, de la formation et de la recherche universitaire et des opérations. Il me semble que ces trois institutions ont là une occasion unique de dresser le bilan de nos activités et de proposer des moyens qui permettraient de resserrer leurs liens de coopération et d'assurer une meilleure complémentarité de leurs activités. Je puis affirmer que, depuis la dernière réunion du Conseil d'administration, à savoir depuis un an, ces trois instances entretiennent des relations de travail beaucoup plus étroites et je compte faire le nécessaire, avec votre concours, pour que cette collaboration aille en se renforçant.

À cette fin, je suggérerais que les présidentes du Conseil d'administration de l'Institut, du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et du Bureau de la Commission de la condition de la femme se

/...

concertent avec les directeurs des entités du Secrétariat concernées. Ceci nous permettrait de formuler, sur la base de nos mandats et responsabilités respectifs et dans le cadre du processus de réforme en cours, une approche cohérente et coordonnée des problèmes de parité entre les sexes et des programmes axés sur l'intégration des femmes, voire de commencer, dans le cadre du même processus de réforme, à élaborer un programme conjoint qui pourrait éventuellement porter sur des domaines aussi importants que la diffusion du concept de parité entre les sexes, les droits de l'homme, la démarginalisation des femmes sur le plan économique et le rôle des femmes dans le développement.

Je suis convaincue qu'en oeuvrant de concert à la réalisation d'un tel objectif, l'on pourrait contribuer pour beaucoup à garantir une assise financière solide aux programmes de l'ONU en faveur des femmes qui pourraient ainsi bénéficier d'un cadre institutionnel et d'un appui politique efficace.

ANNEXE II

Déclaration du membre de droit du Conseil d'administration  
de l'Institut international de recherche et de formation des  
Nations Unies pour la promotion de la femme représentant le  
pays hôte (République dominicaine)

Au nom du Gouvernement de la République dominicaine, j'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue aux membres du Conseil d'administration de l'Institut, qui se réunit actuellement dans notre pays.

Il ne fait pas de doute que des progrès ont été accomplis pendant la décennie en cours pour ce qui est de la place accordée aux questions de parité entre les sexes dans l'ordre du jour de la communauté internationale. Les débats consacrés à l'élaboration de politiques du développement humain dans les instances internationales consacrent une attention de plus en plus grande aux questions intéressant les femmes. Plus que jamais s'impose la certitude que le progrès ne sera pas réalisable aussi longtemps que de tels programmes laisseront de côté la moitié de l'humanité, à une époque où le développement des populations se mesure non seulement au regard de la richesse économique des pays mais aussi à partir du niveau de bien-être et de qualité de vie de leurs habitants.

Les divers sommets et conférences internationales organisés par l'Organisation des Nations Unies nous ont montré que la question de l'inégalité entre les sexes imprègne toutes les dimensions du progrès de l'humanité. Je mentionnerai la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est tenue à Vienne en 1993, où les femmes sont parvenues à faire établir leur droit à l'équité entre les sexes comme un droit fondamental. L'année suivante, au Caire, elles ont fait ressortir la nécessité inéluctable pour les politiques en matière de population et de développement de tenir compte des questions intéressant les femmes, sous tous leurs aspects, selon une optique globale de la parité entre les sexes qui vise à lutter contre la discrimination à l'égard des femmes.

Ce même thème a tenu une place centrale lors du Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en 1995, lorsqu'il est apparu que sans l'ombre d'un doute, c'était dans les femmes, qu'il fallait investir, car elles sont indispensables au progrès des peuples. Ces instances ont été les avant-coureurs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à l'occasion de laquelle une vaste assemblée internationale représentant aussi bien des gouvernements que des organisations non gouvernementales a demandé que les mots fassent place à la volonté et à l'action.

Il ne nous a pas été facile de faire entendre notre voix, dans chacune de ces instances. Si nous avons progressé, c'est bien parce que nous nous sommes attachées à faire ressortir le lien direct qui existe entre les difficultés auxquelles se heurtent les populations et l'inégalité de chances dues aux questions touchant la parité entre les sexes qui désavantage les femmes dans la quasi totalité des pays du monde.

/...

Au niveau local, la République dominicaine redéfinit ses orientations. L'accès d'une nouvelle génération aux commandes de l'État a donné un nouvel élan à la nation dominicaine pour qu'elle assume dans les instances internationales le rôle qui lui incombe dans la direction des affaires du monde. Parallèlement, les autorités nouvellement en place ont clairement exprimé leur intention de participer aux débats que la communauté internationale consacre à l'élaboration de nouvelles stratégies de développement humain. C'est dans cette optique que notre pays encourage des activités au plan international, comme les sommets mondiaux consacrés au développement et les rencontres au niveau d'instances régionales telles que la Communauté des Caraïbes (CARICOM), Lomé IV et l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes, et qu'il conclut avec les pays de la région des accords bilatéraux qui établissent les relations et des échanges fructueux dans ce domaine.

Les questions intéressant les femmes n'échappent pas à l'attention d'un pays qui entreprend de moderniser et de réformer l'État. Il ne s'agit pas là d'un processus exclusivement interne : le pays doit faire preuve de la volonté voulue pour donner suite aux accords internationaux dont il est signataire, dans le cadre de la mondialisation de l'économie et des relations internationales. L'action de la Direction générale de la promotion de la femme dans le suivi du Sommet mondial pour les enfants et du Programme d'action de Beijing, constitue une preuve manifeste de la décision et de la volonté de l'État dominicain d'agir conformément au consensus mondial concernant la mise en oeuvre de politiques intéressant les femmes, qui garantissent que les femmes participeront à l'édification d'une société orientée vers le développement et le bien-être de sa population.

La promulgation récente d'une loi moderne et révolutionnaire sur la violence dans les foyers et les agressions sexuelles de toutes sortes, y compris le harcèlement, est un premier pas sur la voie de la mise en oeuvre des dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention de Belén du Pará. À partir de cet accord international, la République dominicaine a pris les mesures voulues pour mettre en place les mécanismes qui garantiront la pleine application de la nouvelle loi et qui constituent une de ses réponses à la violence contre les femmes, l'un des grands obstacles au progrès des femmes.

C'est dans cet esprit d'ouverture sur l'extérieur et d'application des accords régionaux et internationaux, que la République dominicaine souhaite la bienvenue aux membres du Conseil d'administration de l'Institut à sa dix-septième session. En tant que pays hôte, la République dominicaine est heureuse d'accueillir cette réunion et attache du prix à sa participation, conformément à sa nouvelle politique qui est de resserrer et de renforcer les liens avec la communauté internationale. Pour sa part, la République dominicaine attend de cette réunion qu'elle renforce l'Institut, permette de continuer à appuyer les enquêtes et les programmes visant à promouvoir l'intégration des femmes dans le développement, qui aident l'humanité à faire face au nouveau millénaire dans l'égalité des sexes.

-----